

Arrêté Préfectoral du 22 août 1972

D.U.P - 1er et 2<sup>ème</sup> Tranche

Communes : Martillac, Léognan, Saucats.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DE LA GIRONDE

DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

A R R E T E

Arrêté du 22 Août 1972

Le Préfet de la Région Aquitaine,  
Préfet de la Gironde,  
Officier de la Légion d'honneur,

Vu l'ordonnance n° 58.997 du 23 octobre 1958 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique ; ensemble le décret n° 59.701 du 6 juin 1959 portant règlement d'administration publique sur les procédures d'enquête et notamment son titre I,

Vu le décret n° 72.195 du 29 février 1972 relatif à l'application de l'ordonnance du 23 octobre 1958 portant réforme des règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique,

Vu le décret du 28 août 1969 n° 69.825 sur le contrôle des Opérations immobilières poursuivies par les collectivités et établissements publics,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 17 septembre 1970 prescrivant l'enquête sur l'utilité publique du projet d'adduction d'eau de 100 000 m<sup>3</sup> par jour dans l'agglomération bordelaise, sur le territoire des communes de ARBANATS, PORTETS, CASTRES, SAINT-SELVE, LA BREDE, SAINT-MEDARD-D'EYRANS, MARTILLAC, CADAUJAC, SAUCATS, LEOGNAN, CANEJAN, CESTAS, GRADIGNAN, VILLENAVE D'ORNON, TALENCE, PESSAC, MERIGNAC, EYSINES, BRUGES, LE BOUSCAT, BORDEAUX-CAUDERAN et CENON,

Vu le dossier d'enquête constitué comme il est dit à l'article 1er du décret du 6 juin 1959 et les registres y afférents,

Vu les pièces constatant que l'arrêté du 17 septembre 1970 a été publié, affiché et inséré dans un journal du Département avant le 15 octobre 1970 et que le dossier de l'enquête est resté déposé pendant vingt jours au siège de la Communauté Urbaine de Bordeaux ainsi que dans les communes de ARBANATS, PORTETS, CASTRES, SAINT-SELVE, LA BREDE, SAINT-MEDARD-D'EYRANS, MARTILLAC, CADAUJAC, SAUCATS, LEOGNAN, CANEJAN, CESTAS, GRADIGNAN, VILLENAVE D'ORNON, TALENCE, PESSAC, MERIGNAC, EYSINES, BRUGES, LE BOUSCAT, BORDEAUX-CAUDERAN et CENON,

Considérant que le commissaire enquêteur a émis des conclusions favorables à l'exécution de l'ensemble du projet,

Considérant que la Commission départementale des Opérations immobilières et de l'Architecture, dans sa séance du 7 juin 1972 a émis un avis favorable aux tranches 1 et 2 du projet relatives aux communes de LEOGNAN, MARTILLAC et SAUCATS.

## A R R Ê T E

ARTICLE 1er - Sont déclarés d'utilité publique les première et deuxième tranches du projet d'adduction d'eau de 100 000 m<sup>3</sup> par jour dans l'agglomération bordelaise sur le territoire des communes de LEOGNAN, MARTILLAC et SAUCATS.

ARTICLE 2 - La Communauté Urbaine de Bordeaux est autorisée à acquérir soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, les immeubles et droits réels dont l'acquisition est nécessaire à la réalisation de l'opération envisagée telle qu'elle résulte du dossier d'enquête ci-annexé.

ARTICLE 3 - Les travaux seront exécutés dans un délai de cinq ans.

ARTICLE 4 - Monsieur le Président de la Communauté Urbaine de Bordeaux, Messieurs les Maires de LEOGNAN, MARTILLAC et SAUCATS, Monsieur l'Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées, Directeur départemental de l'Équipement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation leur sera adressée.

Fait à Bordeaux, le 22 AOUT 1971

Le Préfet,

Pour le Préfet,

Le Secrétaire Général Adjoint,  
Pierre-André WILTZER

Pour le Préfet et par délégation  
Le Chef de Section,



A large, stylized handwritten signature in dark ink, likely belonging to the Chief of Section mentioned in the text above.